

# FERRY N'ATTIRE PAS LA FOULE ETUDIANTE

## La journée nationale de manifestations contre l'harmonisation européenne des diplômes a peu mobilisé, hier.

**O**n peut s'interroger sur l'habileté d'un ministre de l'Éducation qui, à la veille d'une journée d'action nationale des étudiants, déclare sur France Inter que sa loi de modernisation des universités, la veille «non inscrite au calendrier», devrait être «discutée» (lire ci-contre). Un flux et reflux qui semble confirmer les craintes des manifestants. A Paris, certains s'en désolaient: «Ça veut dire qu'on ne peut pas lui faire confiance.» D'autres avaient choisi d'en rire: «Il est toujours dans le flou, la confusion, l'à-peu-près. C'est la preuve de son incompétence.»

Plus nombreux que lors du premier round (jeudi dernier), les étudiants se sont surtout mobilisés à Paris (entre 2000 selon la police et 6000 selon les syndicats), Rennes (3000) et Caen (1700). Ils n'étaient que quelques centaines dans les autres grandes villes. Les manifestants contestent la mise en œuvre de la réforme LMD (licence-master-doctorat), déjà en application dans une vingtaine d'universités (*Libération* d'hier). Mais, surtout, ils rejettent en bloc les projets du gouvernement pour l'université. Et de plus en plus réclament des moyens pour les facs.

### Pôles d'excellence et facs poubelles

A Paris, ceux des universités de la banlieue étaient en tête de cortège: Paris-XII Villetaneuse et Bobigny, Paris-X Nanterre, Versailles-Saint-Quentin. «Je ne veux pas ce classement des universités en pôles d'excellence d'un côté et facs poubelles de l'autre», explique Laurent, 21 ans, en licence de sciences et techniques des activités physiques et sportives. «Ma fac, je ne l'ai pas choisie, c'est la sectorisation qu'il m'a envoyée à Bobigny.» Derrière lui, le mégaphone de la CNT appelle à reprendre en chœur: «Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'Éducation!» Vincent, jeune homme en costume, se plante devant des manifestants: «C'est une bonne chose, ces réformes. Il y a une telle déconnexion entre l'université et l'entreprise.» Vincent a fait Polytechnique. «Quand j'étais lycéen, je voulais faire de la philosophie politique. Mais ça aurait été quoi, ma vie après la fac? Tant mieux si l'université se professionnalise.» On lui répond: «Tu confonds réussite professionnelle et épanouissement personnel!»

### «Illusoire»

Sous la banderole du Snesup, des dizaines d'enseignants, peu présents jusque-là dans ce mouvement. «La mobilisation des étudiants nous a surpris, mais on est ravis qu'ils bougent,

explique Françoise, maître de conférences en informatique à l'IUT de Villetaneuse. Ils ont raison de s'inquiéter de la mise en concurrence des universités.» Villetaneuse (21000 étudiants) est en grève depuis une semaine, il n'y a plus cours. Brigitte est professeure de mathématiques à Saint-Quentin (Yvelines): «Il y a une cohérence d'ensemble entre la réforme LMD, le projet de modernisation de l'université et le rapport Belloc sur le statut de l'enseignant-chercheur. C'est une cohérence politique qu'on tente de camoufler sous un habillage technique. En fait, on cherche à changer les missions de l'université en économisant sur les moyens.» Dans son université, le LMD entrera en vigueur l'an prochain: «On fait croire aux étudiants qu'ils vont pouvoir se fabriquer un parcours à la carte et étudier dans toute l'Europe. Mais c'est illusoire! Il faudrait des équipes pédagogiques renforcées pour les aider dans leur orientation. Et puis comment vont-ils financer leurs études à l'étranger?»

### «Bientôt il n'y aura plus rien»

Dans les rues de Rennes, Marie, professeure de lettres, est du même avis. «Le LMD n'est qu'un prétexte alors qu'on est en train de restructurer profondément l'université. Quand on doit préparer les programmes, il faut faire avec une modification totale de la répartition des

contenus. Et dire en quoi, dans telle ou telle discipline, Rennes-II serait meilleure que les autres. Alors quand on dit qu'on ne s'inscrit pas dans la concurrence, c'est n'importe quoi. Les petites universités vont disparaître, on prépare une déréglementation dans une logique néolibérale.»

Une crainte omniprésente tout au long du défilé où 3000 étudiants ont réclamé des «facs ouvertes aux enfants d'ouvriers» et «fermées aux intérêts privés». Le projet LMD est perçu comme un prétexte pour «imposer démarche libérale» et «désengagement de l'Etat». Dans le cortège, sont également présentes des délégations d'entreprises en restructuration qui protestent plus généralement contre un «système inacceptable».

«Après les retraites, les plans sociaux, les intermittents, la vie est difficile pour plein de gens et, si on ne préserve pas ce qui existe, bientôt il n'y aura plus rien, redoute Carole, en première année de droit. Avec des bourses qui n'augmentent pas alors que le ticket de restau-U augmente, avec le Crous qui est géré comme une entreprise... Aujourd'hui, on arrive encore à s'en sortir avec des petits boulots, du baby-sitting, des ménages, mais qu'en sera-t-il dans le futur?»

PIERRE-HENRI ALLAIN (à Rennes)  
et MARIE-JOËLLE GROS

## LMD

L comme **licence**,  
M comme **master**,  
D comme **doctorat**.  
Ce sont les trois grades,  
délivrés à bac +3, +5 et +8,  
que 32 pays européens se  
sont engagés à  
harmoniser. Objectif:  
favoriser la mobilité.  
Fonctionne grâce à un  
système de crédits créé  
en 1989, qui permet de  
valider les parties de  
cursus effectués dans  
d'autres universités.

“ Ce que  
j'ai dit,  
c'est  
qu'aucun texte  
n'était  
actuellement  
déposé, n'était  
inscrit à  
l'agenda  
parlementaire,  
ce que j'avais  
déjà dit au  
mois de juin. ”

Luc Ferry sur France Inter,  
mercredi

Manifs  
en Allemagne

5000 étudiants, selon la  
police, 20 000, selon les  
organisateur, ont  
manifesté hier à Berlin pour  
protester contre les coupes  
dans les budgets  
universitaires de la capitale  
allemande, tandis que des  
mouvements similaires  
essaient dans d'autres  
villes du pays. Leur slogan:  
«*Good bye learning*», jeu  
de mots sur le titre du film à  
succès *Good Bye Lenin*.

## 1986 déjà

Le projet de loi Devaquet  
sur l'autonomie des  
universités met un million  
de jeunes dans la rue. Il  
autorise la sélection à  
l'entrée en fac et  
l'augmentation des droits  
d'inscription. Le  
mouvement se solde par  
le retrait du projet, la  
démission de Devaquet  
et la mort de Malik  
Oussekine. Le Premier  
ministre s'appelait  
Jacques Chirac.

## Un ministre à peine croyable

Objet d'interprétations, la parole de Luc Ferry manque de crédibilité.

Incollable, Luc Ferry, en travaux pratiques de sophisme – le sophiste était ce «*maître de rhétorique et de philosophie qui allait de ville en ville pour enseigner l'art de parler en public, les moyens de l'emporter sur son adversaire dans une discussion, de défendre, par des raisonnements subtils ou captieux, n'importe quelle thèse*» (dixit *Le Robert*). L'affaire du projet de loi sur la modernisation des universités constitue en effet une redite de celle de la décentralisation, au printemps dernier, au cours de laquelle Ferry avait passé beaucoup de temps à batailler contre des craintes pour partie irrationnelles, mais alimentées par l'illisibilité du discours ministériel. Dans les deux cas, Ferry dit la vérité. Il n'avait jamais affirmé textuellement qu'il n'y aurait pas de décentralisation de personnels de l'Éducation, mais avait indiqué qu'il n'était «*pas demandeur*»; de même, il n'a pas retiré son projet de loi sur la modernisation universitaire car «*on ne [pouvait] pas retirer un texte pour la simple et bonne raison qu'il n'y a pas de texte déposé*». Ce qui lui permet d'affirmer désormais qu'il veut travailler sur un «*texte*» avec les organisations, «*pour que, probablement, d'ici au mois de mars par exemple, on puisse se mettre d'accord*» (1).

Donc Ferry n'a pas retiré de loi (il n'a pas reculé). Mais on va bien parler d'un «*texte*» qui peut supposer un «*moment législatif*» (il réforme).

Pourtant, tout le monde comprend l'inverse – syndicats, partis, médias, étudiants mobilisés – ou, plutôt, personne ne comprend la même chose. C'est bien le fond de la question: elle touche à la crédibilité de la parole ministérielle. Pourquoi ne pas croire Ferry quand il affirme que les diplômés existants seront préservés

– «*la maîtrise continuera à exister, les Deug ou DUT également*» (déjà dans *Libération* du 31 janvier 2003)? Quand il certifie qu'il n'a «*aucunement le projet de déroger*» à la «*tradition*» de quasi-gratuité de l'université en augmentant les droits d'inscription (idem)? Quand il garantit qu'il «*offre aux étudiants très exactement ce qu'ils réclament: la garantie que les diplômés seront vraiment nationaux*» (idem)? Quand il rappelle qu'il a soumis au Conseil des ministres européens de l'Éducation, à Berlin, une déclaration éloignant le spectre d'une «*marchandisation*» de l'université? Quand il s'engage à «*prendre le temps du dialogue*», aussi bien

sur l'autonomie des universités que sur l'harmonisation européenne des di-

plômes?

L'erreur originelle remonte sans doute au printemps. La défiance entre syndicats enseignants et ministre était alors à un degré tel que Jean-Pierre Raffarin, Nicolas Sarkozy et Jean-Paul Delevoye avaient dû monter au créneau pour engager la parole de l'État. Si le mouvement devait s'étendre, le scénario pourrait se répéter. Pour l'heure, Matignon veut croire qu'il n'y a pas «*péril en la demeure*»; tout au plus, «*une fois encore, Ferry a un peu merdouillé*».

Lequel Ferry assure que l'agitation étudiante est le fait «*d'une minorité altermondialiste et antieuropéenne*» colportant «*des contrevérités qui n'ont pour but que de faire de l'agitation politicienne*» (dans *le Point*). Mais il avait déjà passé plusieurs mois, l'an passé, à diffuser des communiqués sur «*l'essoufflement*» de la contestation enseignante marquée, dès octobre 2002, par des séries de grèves et de manifestations. Cet «*essoufflement*» avait pourtant débouché au printemps sur l'un des plus vastes mouvements sociaux que l'Éducation ait connus. ◀

EMMANUEL DAVIDENKOFF

(1) France Inter, *Res Publica*, 26 novembre.

# L'enseignement supérieur, parent très pauvre

Syndicats, profs et étudiants réclament une augmentation des moyens dévolus.

**E**videmment, ce n'est pas l'explosion. Un quart d'universités mobilisées, certaines massivement mais d'autres par la vertu d'AG de 300 étudiants déclarant «en grève» des établissements de 30 000. Entre 5 000 et 8 000 manifestants à Paris. Quelques centaines dans les grandes villes, sauf à Caen et à Rennes (lire ci-contre). Pourtant, l'Unef n'a peut-être pas tort d'écrire que «le mouvement a passé une étape» car «le discours qui tendait à dire que si on est contre le LMD on est contre l'harmonisation européenne n'est plus de mise». Et le syndicat de réclamer notamment «la multiplication des bourses de mobilité». Le Snesup-FSU (majoritaire chez les enseignants) glisse également

de la stricte contestation des réformes (LMD et autonomie) à des revendications plus larges. Il demande ainsi un «plan d'urgence pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche» pour rattraper «les retards accumulés». Sur le campus de Marne-la-Vallée, les dissidents de l'Unef regroupés sous l'égide de la Confédération étudiante (proche de la CFDT) réclament «l'alignement de la dépense moyenne par étudiant sur la moyenne des pays de l'OCDE, soit 2 000 euros de plus par étudiant». La Confédération des présidents d'université, pro-LMD et pro-autonomie, n'a pas non plus oublié de demander «avec force que l'enseignement supérieur et la recherche deviennent une priori-

té de la nation, avec des moyens se situant au niveau des pays comparables» via «un plan pluriannuel de développement».

Des sous. Le slogan a le mérite d'être éprouvé. Et la situation de le mériter. La forte densité des universités de lettres et sciences humaines dans la mobilisation le montre bien. Non parce qu'elles seraient le terrain de jeu des «altermondialistes antieuropéens» qui, selon Ferry, guideraient le mouvement. Mais parce qu'elles sont les moins bien pourvues dans un pays qui sous-dote son université au profit de ses filières sélectives (dépense moyenne pour un étudiant d'université: 6 590 euros; en DUT: 8 790; en BTS: 10 500; en classes préparatoires: 12 910). Dans ces

conditions, demander aux étudiants de s'enthousiasmer pour une mobilité européenne qui peut sembler lointaine, notamment pour raisons économiques (la bourse Erasmus n'est que de 1 500 euros par an), témoigne pour le moins d'une distance au réel. De la même façon, couper les crédits des chercheurs puis leur demander d'accepter un fonctionnement plus autonome des universités qui impliquera de nouveaux modes d'évaluation ne risquait pas de les inciter à la confiance. Luc Ferry paye ici les deux traits dominants de sa politique: rigueur budgétaire et communication erratique. Si le mouvement devait s'étendre, il lui faudrait compenser l'une et l'autre. ◆

E. DF



## Poches vides

La médiocre participation des étudiants à la «manifestation nationale» montre que les dirigeants estudiantins ont encore des efforts à faire pour convaincre leurs camarades de la justesse de leurs objectifs. Il est regrettable que leur meilleur argument n'apparaisse pas avec plus de force dans leurs slogans: la défense d'égalité de traitement entre tous les étudiants, qui est la toile de fond de toutes les revendications. C'est sans surprise qu'on constate une plus forte mobilisation

antigouvernementale dans les «facs pauvres». Car c'est leurs étudiants qui risquent de pâtir des réformes annoncées – le LMD et, à terme, l'autonomie accrue des universités. Entre les étudiants grévistes et les autres passe aussi la fracture sociale. La défense des cycles universitaires courts et de la validité nationale des diplômes concerne en effet ceux à qui leur situation ne permet pas d'envisager des études trop coûteuses et ceux qui fréquentent des établissements mal placés au hit-parade de la renommée universitaire. En réclamant un statu quo au nom de l'égalité, les dirigeants étudiants pêchent en fait par euphémisme, car les formations courtes généralistes sont déjà peu prisées sur un marché de

l'emploi qui, aussi, discrimine féroce les «bonnes» facs et les autres. Il n'y a pas lieu de douter de la bonne foi de Ferry quand il dit vouloir maintenir les diplômes courts et la validité nationale des examens. Mais les nouveautés qu'il introduit, si souhaitables soient-elles comme l'euphémisme des normes, ne pourront qu'accroître l'inégalité déjà existante. On cherche en vain dans les réformes proposées des contrepoids à leurs conséquences néfastes. Ferry reproche aux étudiants de se battre contre des moulins. C'est faux. Ils se battent en fait pour des choses très terre à terre – à commencer par des bourses – que le ministre connaît bien mais feint d'ignorer parce qu'il a les poches vides.